

L'UE s'oriente vers une union de responsabilité

INGO MAINERT

Directeur des opérations de Multi Asset Europe chez Allianz Global Investors

Dans l'accord qui a scellé la quatrième GroKo en Allemagne – c'est-à-dire la Grande Coalition entre démocrates-chrétiens et sociaux-démocrates au niveau fédéral –, le mot «wollen» (vouloir faire) revenait plus fréquemment que le mot «werden» (fera). Ce décompte tend à indiquer que les accords sont faibles. Toutefois, si l'on considère les débats concernant l'Europe, ce n'est peut-être pas une mauvaise chose. Car ceux-ci se dirigent clairement dans la mauvaise direction.

Rétrospectivement, dans l'histoire de l'unification européenne, l'Allemagne et la France ont toujours joué un rôle de moteur. En étroite coopération, ces pays sont allés de l'avant, en faisant avancer le projet de paix original et en invitant les autres pays à les suivre. Cependant, la voie actuelle de l'approfondissement de l'intégration européenne – comme le propose la Commission européenne, sous l'impulsion de la France et apparemment avec l'assentiment de l'Allemagne – est trompeuse. Le principe de solidarité est manifestement incorrectement pondéré. Dans le passé, il a toujours signifié (à juste titre): premièrement, la responsabilité personnelle, deuxièmement, la responsabilité mutuelle et, troisièmement seulement, la solidarité au sein de la communauté européenne des États.

Voie à sens unique

La nouvelle ligne officielle de la Commission européenne et du gouvernement français inverse complètement cette logique. Avec la conversion prévue du mécanisme européen de stabilité (MES) en Fonds monétaire européen (FME) sans veto parlementaire national, le projet de création d'un système européen de garantie des dépôts (SEGD) avant l'assainisse-

ment des bilans des banques et un ministère des Finances de l'euro incluant un budget propre, l'UE marche plus clairement que jamais dans la direction d'une union de responsabilité: la solidarité passe avant la responsabilité mutuelle et la responsabilité (personnelle)! Cette situation porte clairement atteinte au principe de subsidiarité qui était autrefois un élément central de l'UE.

Hans D. Barbier, ancien journaliste allemand, a déclaré un jour: «Ce qui est économiquement mauvais ne peut pas être politiquement correct.» De plus, il devient de plus en plus évident que la voie à sens unique d'«approfondissement de l'UE» ne va pas dans le sens de nombreux États membres. La lettre que les ministres des Finances de huit pays du Nord de l'UE – y compris les Pays-Bas, mais sans l'Allemagne – ont envoyée à leurs collègues et à Bruxelles il y a quelques semaines le montre très clairement. Dans cette lettre, ils mettent en garde contre une harmonisation trop poussée et appellent à davantage de mesures nationales de réforme, ainsi qu'à un centrage sur ce qui est raisonnable et nécessaire. Dans l'histoire récente de l'Europe, cette démarche est sans précédent.

Pendant ce temps, l'Europe ne peut se permettre un conflit directionnel paralysant. Le monde occidental connaît encore un essor ayant le potentiel de devenir le plus long de l'histoire de l'après-guerre. Néanmoins, la fenêtre d'opportunité avant la prochaine récession se referme, et cette prochaine récession représentera un véritable test de résistance. Il est alarmant de constater que les crédits relais pluriannuels – les opérations de refinancement à plus long terme (LTRO) accordées par la BCE à partir de la fin 2011 – n'ont pas été suffisamment mis à profit pour gagner le temps nécessaire à la réforme et à la réorganisation durable du secteur bancaire.

Les différentes possibilités de coopération existantes au sein de l'Europe

doivent être valorisées et positionnées plus solidement.

Lors de la prochaine récession, en guise de vengeance amère, il se pourrait que le bilan des banques européennes – contrairement à celui de leurs homologues américaines – représente encore un multiple du PIB de la région. Le désendettement des banques n'a pas été suffisant.

Théorie de la bicyclette

C'est pourquoi l'UE devrait envisager de faire un pas de côté. Contrairement à la «théorie de la bicyclette» très souvent citée, le projet européen n'exige pas un mouvement permanent vers l'avant; il existe des supports pour éviter que le vélo ne tombe. Une consolidation des missions existantes et une réflexion sur les tâches essentielles seraient durables à long terme.

Il existe probablement un large consensus sur la poursuite de l'intégration dans les domaines de la sécurité extérieure et intérieure, du marché intérieur et de la politique climatique. En revanche, ce consensus ne s'applique pas actuellement à un approfondissement accru de l'union politique. Les grands chantiers actuels de l'UE tels que le Brexit, les disparités entre l'Europe de l'Ouest et de l'Est et l'Italie le montrent très clairement. De plus, les partis eurosceptiques et populistes restent en effervescence un peu partout.

Par conséquent, les différentes possibilités de coopération existantes au sein de l'Europe doivent être valorisées et positionnées plus solidement. Outre l'UEM, l'Union européenne, l'Union douanière et l'Association européenne de libre-échange (AELE) valent la peine d'être mentionnées.

Vive le principe de l'autoroute à plusieurs voies! La direction (Europe) est claire, mais la vitesse varie en fonction de la bande de circulation (choisie au niveau national). Le concept de «taille unique» n'est pas adapté.